

Manifestation à ArcelorMittal : organisation tous azimuts

Les prévisions annoncent le départ d'un millier de manifestants, demain matin, à destination du siège social d'ArcelorMittal à Luxembourg. Derniers soutiens et préparatifs avant le grand rassemblement.

Les élus de gauche comme de droite soutiennent les sidérurgistes et l'intersyndicale CFDT-CGT-CFE-CGC en demandant « le gel immédiat du plan de restructuration ». Dans la vallée de l'Orne, les communes de Rosselange, Gandrange après celles de Moyeuvre-Grande et Vitry-sur-Orne, convoquent leur conseil afin de faire adopter des motions de soutien. Hier, le sénateur Jean-Marc Todeschini a affirmé qu'il interpellait le gouvernement ce jeudi au Sénat, lors des questions d'actualité, pour demander à ce qu'il « exige du géant mondial de l'acier un gel des suppressions d'emplois, nécessaire pour permettre de présenter un contre-projet industriel et social destiné à maintenir l'usine ».

Hier encore, l'association des élus com-

munistes et républicains de la Moselle annonçait qu'elle soutiendra « toutes les initiatives pour la défense du site d'ArcelorMittal à Gandrange ». Son président Patrick Abate appelait encore « les maires du département à montrer leur engagement et leur solidarité à l'occasion de la manifestation au siège d'ArcelorMittal à Luxembourg, le 24 janvier, en facilitant le transport des travailleurs et des populations et en fermant les mairies en guise de protestation ».

Hier toujours, les délégués syndicaux avaient déjà réservé quinze autocars : « Nous avons également le soutien des syndicats luxembourgeois l'OQBL et la LCQB qui affréteront deux bus », déclarait Edouard Martin, représentant CFDT au comité d'entreprise européen d'Arcelor.

Une première estimation annonce un départ d'un millier de personnes à destination du siège social du groupe à Luxembourg. Des sidérurgistes, mais également une grande partie des élus de la vallée ont promis de répondre présents. « Les patrons des sous-traitants ont dit qu'ils libéreraient leurs salariés », confie encore un syndicaliste.

Porte-drapeau féminin

Ce matin, l'intersyndicale qui tente de rester soudée, en dépit de quelques dissonances, va peaufiner les derniers préparatifs de la manifestation. Tous derrière la bannière de l'intersyndicale qui avait accueilli les milliers de salariés lors de la première assemblée générale de la semaine dernière à Gandrange. « Symboli-

quement, imagine Edouard Martin, on aimerait que ce soit les femmes qui travaillent dans la sidérurgie qui ouvrent le cortège ». Il faut également que les sidérurgistes décident de la composition de la délégation qui sera reçue. Par qui ? La rumeur susurre que Gonzalo Urquijo, le numéro trois du groupe, patron des produits longs, présiderait la rencontre. « Il n'y a que lui, avec Mittal qui peut prendre la décision de geler ce plan, ajoute Edouard Martin. J'imagine qu'il a été l'initiateur de la fermeture ».

C'est aussi l'homme qui, en 2006, avait assuré aux salariés d'ArcelorMittal qu'il allait orchestrer le plan de bataille pour sauver Gandrange.

Anne RIMLINGER-PIGNON.

Les réactions

- L'ACO « solidaire »

Le mouvement Action catholique ouvrière (ACO) « condamne » le projet d'ArcelorMittal et affirme sa « profonde solidarité » avec les salariés, sans négliger « les salariés intérimaires et les salariés des entreprises co-traitantes ». L'ACO appelle ses membres et les salariés « à prendre toute leur place au sein des organisations syndicales qui se battent pour maintenir l'usine de Gandrange ».

- Églises protestantes : « Inacceptable »

L'union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (EPRAL et Confession d'Augsbourg) juge « inacceptable » le plan de réduction d'activité de l'usine de Gandrange, « de la part d'un

groupe qui, il y a peu de temps, garantissait la pérennité du site et dont les résultats ont été largement bénéficiaires en 2007 ».

- Travailleurs frontaliers : « Nationaliser »

« Les sidérurgistes ne veulent pas travailler plus pour gagner plus, ils veulent simplement travailler pour vivre », lance la Confédération des travailleurs frontaliers, qui place la crise de Gandrange dans la lignée des « casses successives » depuis le plan Davignon de 1979. « Il fallait maintenir les industries de base », estime la Confédération ; aujourd'hui, « il faut le reconquérir par la nationalisation de la sidérurgie ».